



Partnership

To End Malaria

22 janvier 2018

**Financement des plans
stratégiques de lutte contre
le paludisme en Afrique
pendant la période 2018-2020**

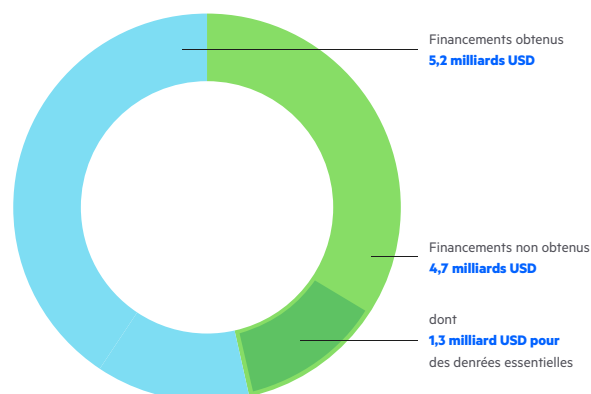
Les efforts de lutte contre le paludisme en sont à un moment clé de leur histoire.

Selon le dernier Rapport de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur le paludisme dans le monde publié en novembre 2017, seulement 15 pays supportent la plus lourde charge du paludisme en 2016 avec 80 % de tous les décès et cas de paludisme dans le monde. À l'exception d'un seul d'entre eux, tous sont africains.

S'il est vrai que depuis 2016, certains pays ont enregistré une hausse de plus de 20 % des cas de paludisme et des décès dus à cette maladie, d'autres ont clairement démontré qu'il est possible de vaincre cette maladie. Le rapport indique clairement qu'une menace réelle pèse sur les progrès réalisés jusqu'à maintenant et que nous assistons actuellement à une résurgence du paludisme.

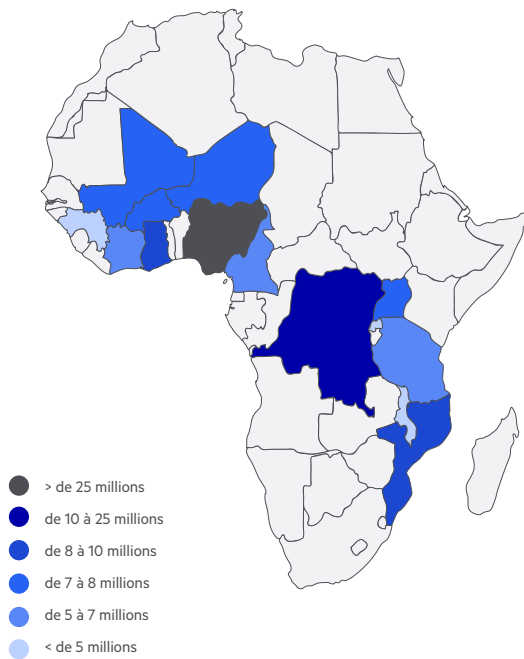
Nous savons, de par notre expérience, que les avancées dans la lutte contre le paludisme sont fragiles et que ce combat nécessite des investissements suffisants et durables. Pourtant, les financements des interventions contre le paludisme dans le monde ont stagné depuis 2010 avec 2,7 milliards USD en 2016 (moins de la moitié de l'objectif de financement de 6,5 milliards USD pour 2020). Face à de tels résultats, le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme a mené des analyses d'écart basées sur des informations fournies dans le cadre du processus de demande de financement au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme par 30 pays africains où la maladie est endémique.

En conséquence, un montant de 10,1 milliards USD est nécessaire pour mettre en œuvre des plans stratégiques nationaux de lutte contre le paludisme dans 30 pays africains au cours des 3 prochaines années (2018-2020) et atteindre les objectifs de la Stratégie technique mondiale de l'OMS. Sur ces 10,1 milliards, il en manque 4,7 milliards, notamment 1,3 milliard pour l'acquisition de denrées essentielles.

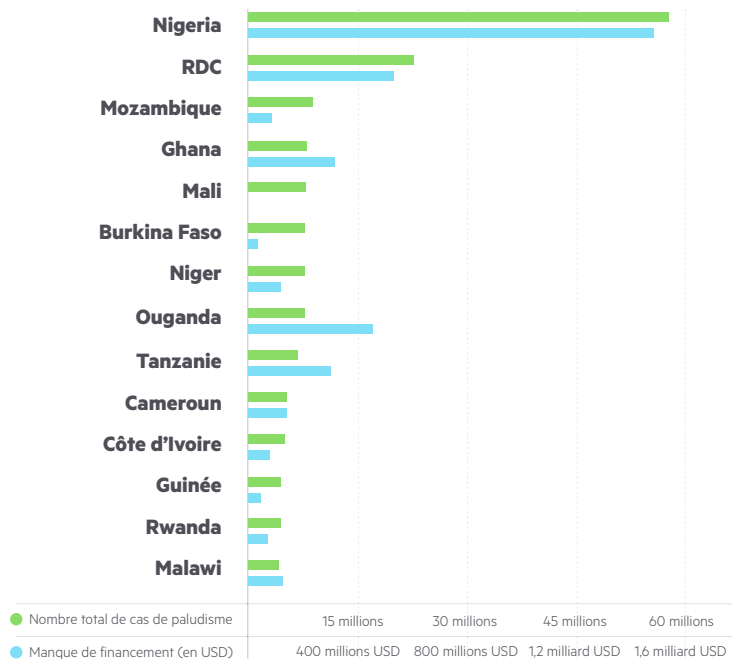


^ **Figure 1:** Total des besoins financiers à l'échelle mondiale pour mettre en œuvre des plans de lutte contre le paludisme dans 30 pays au cours de la période 2018-2020.

✓ **Figure 2 :** Les 14 pays dont la charge du paludisme est la plus lourde en Afrique.



✓ **Figure 3 :** Manques de financement et nombre total de cas pour les 14 pays où la charge du paludisme est la plus lourde en Afrique



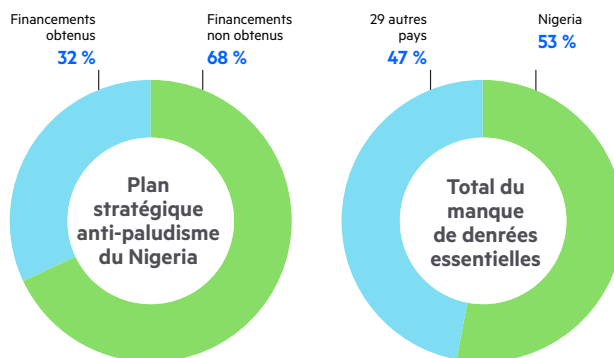
MANQUE DE COMMODITÉS

Au cours des trois prochaines années, il va manquer 1,3 milliard USD aux 5,8 milliards USD nécessaires à la fourniture de denrées essentielles servant à la lutte antivectorielle, au diagnostic et au traitement du paludisme. Sur un total de 30 pays, 22 font face à des manques de financement des denrées essentielles comme des moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée, des dispositifs de pulvérisation à effet rémanent en intérieur pour la lutte antivectorielle, des tests de diagnostic rapide et des combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine (CTA) pour le traitement de la maladie. D'autres denrées également nécessaires comme des équipements de microscopie et des médicaments de traitement préventif intermittent (TPI) pour les femmes enceintes et les chimiopréventions du paludisme saisonnier (CPS) ne sont pas incluses dans ces manques de denrées essentielles.

- 6 pays sont confrontés à un manque combiné de CTA d'un total de 280 millions de doses pour le traitement du paludisme.
- 15 pays n'ont pas les moyens d'acquérir les 136 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée qui leur manquent.
- 7 pays qui ont mis en place la pulvérisation à effet rémanent en intérieur doivent trouver 163 millions USD pour soutenir cette initiative.
- Les fonds permettant d'obtenir 136 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée supplémentaires doivent être trouvés dans 15 pays.

Coup de projecteur sur un pays : le Nigeria

C'est au Nigeria que la charge du paludisme est la plus lourde puisque ce pays enregistre 27 % des cas de paludisme et des décès dus à cette maladie dans le monde. Au cours des trois prochaines années, le pays va globalement manquer de fonds (à hauteur de 1,4 milliard USD [soit 68 % de ses besoins]) pour mettre en place sa stratégie nationale de lutte contre le paludisme. Cela représente également plus de la moitié (53 %) des 1,3 milliard USD nécessaires aux denrées essentielles, y compris le besoin d'acheter 72,5 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée, 55 millions de tests de diagnostic rapide et 257,5 millions de combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine (CTA) d'ici 2020.



^ **Figure 5 :** Besoins en financements pour la lutte contre le paludisme et en besoins de denrées essentielles pour la période de 2018 à 2020

Comblent les manques

L'Afrique a tout à gagner à investir dans la lutte contre le paludisme. Le paludisme coûte déjà à l'économie du continent 12 milliards USD par an en pertes directes et 1,3 % de perte de croissance annuelle du PIB. Les ressources nécessaires à l'élimination du paludisme sont dérisoires comparées à celles qu'il faut pour vaincre la maladie en cas de résurgence, surtout compte tenu de la résistance actuelle aux médicaments et aux insecticides. Car les bénéfices d'investir dans la lutte contre le paludisme ne sont pas que financiers : cette lutte contribue de manière considérable à l'agriculture, à l'éducation, à l'autonomisation des femmes, à l'éradication de la pauvreté et à la réalisation d'autres Objectifs de développement durable.

Les pays touchés par le paludisme doivent donner la priorité aux investissements dans la santé et la lutte contre le paludisme.

Les pays d'Afrique où la maladie est endémique ont un rôle clé à jouer dans la lutte contre le paludisme pour réduire le nombre de victimes sur le continent. Ils doivent tous parler d'une seule voix afin de :

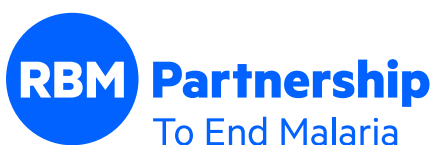
- renforcer le soutien politique et davantage sensibiliser le public quant aux bénéfices multiples et variés d'une élimination du paludisme ;
- mobiliser les parlementaires, les États et les dirigeants locaux pour prévoir des budgets et permettre une hausse des fonds nécessaires à la mise en œuvre de programmes nationaux ;
- soutenir une utilisation optimale et opportune des fonds dédiés à la lutte contre le

paludisme, quelles qu'en soient les sources, en encourageant une gestion efficace des fonds octroyés, la communication des données, la gestion de l'approvisionnement et des chaînes d'approvisionnement ainsi que le recours à des systèmes de gestion des fonds publics pour les interventions de lutte contre le paludisme ;

- promouvoir une utilisation efficace des outils nécessaires et le développement de nouveaux outils pour faire face à l'évolution des situations (soit pour remplacer les outils inopérants, soit pour répondre aux nouvelles situations comme la transition de la lutte contre la maladie vers son élimination) ;
- analyser les goulots d'étranglement dans les pays et assurer une mise en œuvre efficace ; et
- investir dans le système de santé global afin de l'améliorer et renforcer les systèmes de surveillance de la maladie.

Ce sont les pays qui investissent de plus en plus leurs propres fonds, qui ont recours à un large éventail de ressources innovantes et du secteur privé local et qui améliorent leurs systèmes de gestion des finances publiques qui réussiront réellement à attirer toujours plus de financements externes leur permettant de lutter contre le paludisme jusqu'à son élimination.

- Préparée par le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme, cette analyse est fondée sur les demandes de pays au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (FMSTP), sur le Rapport 2017 de l'OMS sur le paludisme dans le monde et sur le document "Action et investissement pour vaincre le paludisme 2016-2030" (AIM).



Veillez contacter Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme à info@endmalaria.org ou visiter notre site à endmalaria.org